L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1857.

Imprimée et publiée par
G. F. WEISSE & Co.
ENTRÉES PROFESSIONNELLES :
G. F. WEISSE, H. DUFOUR,
E. DUVERGER, S. HARBY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 28 SEPTEMBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Chemin de Tehuantepec.

LA NOUVELLE CONCESSION.

Les journaux mexicains que nous a apportés le Texas s'occupent de la charte accordée par le gouvernement à la compagnie louisianaise pour l'ouverture de l'isthme de Tehuantepec. Presque tous louent M. Comonfort de la libéralité dont il a fait preuve et de l'appui qu'il a accordé à une entreprise dont les résultats seront utiles au monde entier.

Le *Mexican Extraordinary* applaudit à l'approbation de la concession Sloo. Accordée depuis près de quatre ans, aucune des conditions stipulées par le gouvernement n'avait encore été exécutée. Ainsi M. Sloo devait verser $600,000 au trésor de la république : il n'en a rien fait. Il s'était également engagé à construire, dans l'espace de trois ans, une route en planches d'une extrémité à l'autre de l'isthme. Il n'a pas plus rempli cette partie de l'engagement qu'il avait contracté que la précédente. Le contrat s'est par conséquent trouvé annulé de droit par la non exécution des conditions qui y étaient attachées, et le gouvernement a eu raison de l'abroger formellement afin de transférer à une compagnie sérieuse les privilèges dont M. Sloo a été impuissant à tirer parti.

M. Comonfort a même étendu ces privilèges, sachant bien que la compagnie louisianaise ne manquerait pas de justifier sa confiance. Le *Trait-d'Union* publiait à ce sujet, dans son numéro du 12 septembre, les réflexions suivantes :

On a demandé pourquoi le gouvernement s'est départi des avantages qu'il assurait sous contrat de février 1853, sans rien exiger en compensation?

La concession Sloo n'était que pour 50 ans, celle de la nouvelle compagnie durera 99 ans; par cette ancienne, le gouvernement mexicain devait recevoir 20 pour cent des bénéfices nuides de l'entreprise; par la nouvelle, il ne devra plus que 15 pour cent.

La compagnie louisianaise ne donne rien en échange de ces avantages : l'article 10 de son contrat dit bien qu'elle s'engage à payer mensuellement au gouvernement mexicain de sorte centimes de piastre par passager et par colis de marchandises qui seront transportés sur l'isthme, mais l'article 8 du contrat de 1853 était aussi garantissait la faculté de percevoir un *real* dans les mêmes conditions et lorsque bon lui semblerait; on n'a donc rien gagné sous ce rapport.

Une objection que l'on fait à la Compagnie louisianaise et qui n'avait pas été imposée à M. Sloo, c'est de construire, dans le délai de sept ans, deux phares d'première classe à la Ventosa et à Coatzacoalcos, et, dans l'espace de dix ans, un autre phare à Arcajuta.

Les deux premiers phares paraissent indispensables à la compagnie elle-même; elle les aurait donc élevés tout aussi bien en cas et dans son propre intérêt, quand même elle n'aurait pas été forcée à l'entreprise à l'approbation du gouvernement mexicain. Sur ce point encore, nous ne voyons pas qu'on ait stipulé aucun avantage pour le Mexique. Nous devons même avouer que les limites accordées, pour ce maximum, à la compagnie louisianaise, sont des plus larges et des plus libérales : quatre reaux par livre pour les voyageurs ; trois centimes de piastre par livre pour chaque article de marchandises ; un pour cent de la valeur des métaux ou des objets précieux,—voilà qui nous semble tout au moins raisonnable, si quelqu'un doit se plaindre, à l'avenir, de ce maximum, ce seront les voyageurs et les marchandises, auquel à la compagnie, elle a tout lieu de s'en féliciter.

Plus tard, il est vrai, le même journal a exprimé des craintes sur la stabilité de la Compagnie louisianaise. Il a déclaré que celle-ci avait accepté des charges trop lourdes et n'était pour ainsi dire mise au pouvoir du gouvernement. Nous sommes persuadé que notre confrère, en comparant la charte de Sloo avec celle de la compagnie louisianaise, reviendra à sa première opinion. L'abrogation prématurée de la concession Sloo lui paraît quelque alarme au sujet du maintien de la charte octroyée à la compagnie louisianaise. Il n'en est rien, et il ne remplit pas les conditions auxquelles elle a été octroyée, de même que le précédent concessionnaire, dépouillé de ses privilèges. M. Sloo a évidemment aucun des engagements qu'il avait assumés et les délais qui lui avaient été accordé sont expirés, ses droits personnels ne sauraient donc exister, et M. Comonfort n'a fait, par son décret, que reconnaître l'état de choses créé par le précédent contractuel. Quand à la question d'entrave à une concession, le gouvernement mexicain ne s'en a vu les raisons, jamais coupable d'une pareille turpitude. Les conventions ont été faites en toute compagnie louisianaise est libre d'en user à son gré, et elle a commencé ses opérations sous le gouvernement des Etats-Unis, qui, sous ce rapport, ne diffère en rien du gouvernement mexicain.

Il n'est que juste que les faveurs octroyées à la compagnie louisianaise sont de tout point équivalentes à celles qu'avait obtenus M. Sloo. Il permettraient aux nouveaux concessionnaires de réaliser promptement leur projet. Les capitalistes mexicains ne doutent point de la complète réussite de l'entreprise, et beaucoup d'entre eux se proposent de prendre des actions. Quant aux détenteurs de la créance Faloonnet, ils sont donné quittance au gouvernement mexicain et sont reçu au pair les bons de la compagnie pour les six cent mille piastres versées par Faloonnet au trésor de la république.

Tous les obstacles sont donc levés et les droits des nouveaux concessionnaires sont à l'abri de toute espèce de contestation. Il ne reste plus qu'à placer les actions; elles seront prises rapidement, et la fortune du Sud de l'Union aura un jour assurée par la création d'un railway à travers l'isthme de Tehuantepec.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES À L'ABEILLE.

FINANCES À PHILADELPHIE.

Philadelphie, 26 septembre.—Il n'y a pas de concert d'action parmi les banques. La Banque de Pennsylvanie a repris ses affaires ; mais elle a totalement suspendu les paiements en espèces.

La Banque du Commerce paie en billets, non en espèces.

La Girard Bank rachète seulement les billets de $5.

La Banque de North America paie en espèces et en checks certifiés.

Le Mechanics' Bank fait de même.

La Tradesman's Bank paie tous les checks et billets.

Toutes les Banques certifient les checks.

Les banques payant en espèces, le font généralement en billets de $5, mais les Banques Consolidation, Penn Township et City ne donnent pas un sou en espèces.

La commission des courtiers a décidé que les ventes de stocks, passées et à venir, peuvent être payées en checks certifiés sur toutes les banques en activité, le jour du règlement jusqu'à 3 heures.

AUTRES FAILLITES.

Philadelphie, 26 septembre.—Des dépêches particulières, reçues ce matin, annoncent la suspension des Reading et Pittsburg Banks.

Philadelphie, 26 septembre.—Presque toutes les affaires sont suspendues.

Banques de Baltimore—Suspension des paiements en espèces

Baltimore, 26 septembre.—Une assemblée de nos directeurs de Banques a été tenue ce matin. Il a été résolu de suspendre le paiement en espèces de tous les billets.

La suspension a été votée depuis 10 heures, à l'exception de faibles sommes d'argent, fournies aux patrons des Banques.

Baltimore, 26 sept.—Le Farmers et Mechanics Bank paie en espèces tous ses billets; toutes les autres banques ont entièrement suspendu.

L'excitation diminue.

On n'est fort étonné, à midi, en entendant courir le bruit de la suspension des Banques de la ville de New York.

Finances à Washington.

Washington, 26 sept.—La Banque de Métropolis a décidé qu'elle continuerait ses paiements en espèces.

La Banque de Washington a suspendu en partie.

Les directeurs des Patriotic et Metropolis Banks sont actuellement en conférence.

Washington, 26 sept.—La Banque de Metropolis a décidé qu'elle continuerait ses paiements en espèces.

La Banque de Washington a suspendu en partie.

Les directeurs des Patriotic et Metropolis Banks sont actuellement en conférence.

Washington, 26 sept.—Les banques ont suspendu les paiements en espèces par les banques de Boston, Baltimore et Pittsburg.

Cependant une députation de Boston porte que le State Street est en émoi, par suite des nouvelles de Philadelphie, mais que les banques ont augmenté beaucoup leur numéraire, durant ces jours derniers, et qu'il n'y a aucun symptôme de suspension par les banques de la Nouvelle Angleterre.

On croit que les banques tiendront soutenir le choc des demandes forcées.

Cincinnati, 26 septembre.—Les checks à vue sur New York sont à un point cent de perte.

Nous n'avons pas eu de faillites ici.

La Compagnie du Ohio Life Insurance et Trust, a remis ses affaires aux mains de Chas Stetson et aux membres de l'ancien Conseil de Direction.

Faillites.

Boston, 26 septembre.—W. R. Lovejoy, drapier, a failli.

Le Suffolk Bank refuse les billets du Hopkins Bank.

Boston, 26 septembre. Les banques ont augmenté de $600,000 leurs espèces durant la semaine dernière; elles sont plus solides qu'il y a quinze jours.

Wheeling.

Wheeling, Va., 26 septembre.—A un meeting, des négociants, tenu ce soir, il a été recommandé que les banques suspendent immédiatement leurs paiements en espèces, en conséquence des demandes forcées que leur adressent des courtiers et banquiers étrangers.

Cours illégitime.

Boston, 26 septembre.—Le Suffolk Bank refuse les billets du Rhode Island Bank.

Trenton, N. Jersey.—Jas S. Sterling a failli. Belles sont grands.

La Delaware et Raritan Canal Company, mais elles n'ont pas dans de banques et ne font ni face à leurs affaires.

Dernières nouvelles

Philadelphie, 26 septembre.—Les agents présidents de Banques sont encore réunis ; aucun changement n'a été introduit dans la résolution d'une entière suspension de paiements. Les banques de Baltimore, Washington et Pittsburg, ont fait de même.

On dit que des demandes ont été faites au gouverneur d'appeler la législature à se réunir avant le mois prochain, afin qu'elle arrête quelque plan pour relever les banques et la fortune de leurs créanciers, sans nuire à l'intérêt public.

Départ à Boston.

New York, 26 septembre.—Le steamship Baltic, de la ligne des Etats-Unis, est parti aujourd'hui pour Liverpool. Il emporte M. Smith, nouvel ambassadeur d'Angleterre, notre ministre Dallas, M. Schwerain, rue Peydras, 172.

RECOPIÉ.—Hier, le coroner a pratiqué la levée du corps d'une irlandaise nommée Mary Nichols, âgée de 40 ans, trouvée morte dans l'Hospital de Charité, des suites d'une blessure qu'elle avait reçue sur le chemin de fer Pontchartrain. Verdict : crâne fendu.

TARIF DU PAIN.—Le prix de la farine fraîche étant de sept piastres ($7 00) le baril, les boulangers devront donner, pendant la semaine qui commence aujourd'hui, 26 septembre :

33 onces de pain pour	.....	10 cts.
21 "	"	10 "
16 "	"	5 "

Les pains de deuxième qualité devront peser un huitième de plus, c'est-à-dire :

Les pains de 30 cts	.....	70 onces.
" 10	.....	35 "
" 5	.....	18 "

College Commercial de Dolbear.
Rue du Canal. No 106.

Après les vacances, nous avons ouvert notre cette semaine 3 classes spéciales pour les jeunes gens qui désirent se préparer à entrer dans les bureaux de commerce. Les leçons particulières continuent à être données comme par le passé. Langues, Sciences, Commerce, Arithmétique, Calligraphie, Dessin, etc.

CHRONIQUE LOCALE.

MEURTRE.—Un homme d'environ 60 ans, nommé Mathieu Bonnet, habitant sur la rivière, même paroisse, a été assassiné, dimanche matin, dans sa maison, par un nommé Jacques Jefferson, en attendant un interrogatoire et un examen de la cause qui pesse sur lui, cela devant être une femme, Jefferson a été mis à la Maison de justice, pour cette fin. Wesly, et demeurait dans une misérable maison voisine de celle de la victime, appartenant à M. Duquet, à Jefferson. Il a été trouvé morte dans son lit, étranglée par quelque instrument qu'il n'a pas été possible de découvrir. Une personne présente au spectacle nous dit que le lit, le linge, tout rapportait que l'état horrible à voir. Le cadavre, en présentait à différentes places des marques de violence. Il paraît apparemment avoir eu un poignard, trouvé le dessous du sein gauche. Tous les membres étaient roides, et on croyait comme sous les convulsions d'une terrible agonie, et les yeux en avaient à moitié quitté les extrémités. Quelques heures du matin, et il y a aperçut que la femme avait quitté le lit ; elle revint bientôt, et il eut connaissance de rien autre chose, jusqu'au matin, où on la trouva morte.—Au coroner a été découvert, et Wesly a vu le corps tandis qu'un voisin allait prévenir le coroner. Wesly, homme de cette femme mesurant une vie misérable et dissolue ; cela est vérifié constamment.—Le coroner a tenu son inquête sur le cadavre et fait un verdict s'accordant avec les faits principaux relatés ci-dessus.

CUT DE POIGNARD.—Thomas Cline a été arrêté, samedi soir, sous l'accusation d'avoir poignardé Thomas Sendrey, encognure Bayou rome et Girod, dans une querelle qu'ils eurent ensemble, à propos de ce que Cline ayant trouvé dans la chambre de Sendrey, à une heure indue, ce même Thomas Kendler, l'avait fait arrêter. La blessure a été portée au côté gauche et par dangereuse ; on espère, cependant, que le patient pourra se remettre.

FAUX SERMENT.—Bernard Dreyfous, conduit devant le Recorder Stith, aura à répondre, le 13 octobre, à l'accusation d'avoir fait un faux serment, dans la cause entre Dreyfous et Bonnet. Le jugement a été introduit dans la cour du quatrième district, ainsi pour $350 de marchandises, à peu près.

L'esclave [illegible], appartenant à M. J. Paisly, paraîtra [illegible] proche, devant le recorder Stith, sous l'accusation d'avoir volé $15 dans le magasin de M. Schwerain, rue Peydras, 172.

RECOPIÉ.—Hier, le coroner a pratiqué la levée du corps d'une irlandaise nommée Mary Nichols, âgée de 40 ans, trouvée morte dans l'Hospital de Charité, des suites d'une blessure qu'elle avait reçue sur le chemin de fer Pontchartrain. Verdict : crâne fendu.

TARIF DU PAIN.—Le prix de la farine fraîche étant de sept piastres ($7 00) le baril, les boulangers devront donner, pendant la semaine qui commence aujourd'hui, 26 septembre :

33 onces de pain pour	.....	10 cts.
21 "	"	10 "
16 "	"	5 "

Les pains de deuxième qualité devront peser un huitième de plus, c'est-à-dire :

Les pains de 30 cts	.....	70 onces.
" 10	.....	35 "
" 5	.....	18 "

RAFFINERIE CARONDELET.
DE GILLETTE DES CRAIZE.

Les planteurs qui emploient du bi-sulfite se rappelleront qu'on en fabrique d'une qualité supérieure à la Raffinerie Carondelet, qui appartient à M. ULGER LAUVE, et que celui-ci dirige lui-même. On peut donc être certain que les produits qui sortent de cette fabrique sont irréprochables sous tous les rapports. Grâce aux perfectionnements que M. Lauve a introduits dans ses appareils et à l'extension qu'il leur a donnés, il a pu réduire ses prix de 36 à 34. Les habitans lui sauront gré de cette réduction qui rendra moins coûteux pour eux l'emploi de l'agent de défécation dont il s'agit. Ce n'est pas sans peine d'ailleurs ni sans s'imposer de grands sacrifices que le propriétaire de la Raffinerie Carondelet est parvenu à la fois à introduire de grandes améliorations dans la préparation du bi-sulfite et à en diminuer le prix qui d'abord était de $5. Ce double résultat, si flatteur pour lui et si avantageux aux habitans, lui a coûté cinq années de travaux opiniâtres et d'essais renouvelés tous les jours avec une rare constance. Il n'est cependant pas encore satisfait de la solution économique qu'il a obtenue, et il se propose, si les planteurs lui conservent le patronage qu'ils lui ont accordé jusqu'à ce moment, de livrer à ces derniers du bi-sulfite de qualité supérieure à un prix si minime qu'ils pourront l'employer, sans songer à le ménager, à tous les usages auxquels il convient. M. Lauve s'engage à ne fournir à ses clients que d'excellent bi-sulfite et il est certain que ceux qui s'en serviront n'auront jamais lieu de s'en plaindre. Il est en mesure de fabriquer 200 barils par jour, son établissement étant un des plus vastes des Etats-Unis.—Voir l'annonce publiée dans une autre colonne.

D. P. SCANLAN & Cie, 12 et 14, rue de Chartres, ont reçu de magnifiques marchandises d'automne. Nous croyons devoir appeler encore une fois l'attention du public sur leur assortiment.

MARCHANDISES D'HIVER.—RILLIEUX & REGGIO, 238, rue Bourbon, viennent de recevoir leurs marchandises d'hiver. Cet assortiment, si vaste et si complet qu'il soit, ne tardera pas à s'écouler, car peu de maisons inspirent autant de confiance que celle à laquelle nous nous sommes heureux de donner notre témoignage.—On trouvera dans une annonce de notre journal la liste de quelques-unes des marchandises dont le débalage a lieu en ce moment, au No 238, rue Bourbon.

Apprenez l'anglais—Les personnes qui désirent trouver de belles leçons d'anglais à l'usage de l'hiver, et qui ne parlent ni ne comprennent l'anglais, doivent se présenter immédiatement au grand établissement des langues du Prof. Bertie, 18 rue de Chartres.

Il y a trois grands appartements spécialement pour cette langue, et plusieurs Américains engagés exprès pour familiariser les oreilles et la langues des personnes qui désirent la vraie prononciation de l'anglais.

Correspondance mexicaine.

Aux Editeurs de l'Abeille.

MEXICO, 12 septembre 1857.

Messieurs,

Les journaux vous mettront au courant de la situation générale. Votre service que d'ordinaire n'a pas pu se rendre encore faute d'un nombre de députés suffisant pour ouvrir légalement la session, a été aujourd'hui complet. Demain, probablement, la Chambre aura son *quorum* ; on n'en voit ce matin, dans le *Trait d'Union*, que pour donner plus de longueur à l'installation, en partie de la retarder jusqu'au lundi ou durant, seconde fête du Indépendance.

En attendant, tout est en suspens ; les esprits sont inquiets ; nous sommes sans argent, car il est évident que les ministres en masse ont déposé leurs portefeuilles avant hier ; s'ils ont continué, depuis à s'occuper des affaires, c'est à titre d'amis et sur les instances de M. Comonfort. Je pourrais prédire ce qui va arriver, mais je préfère attendre que ajouter que votre correspondant ne sera pas remplacé par M. Comonfort ne devrait plus être revêtu des fonctions qu'il tient du plan d'Ayutla, et devrait au contraire, comme ministre constitutionnellement dans son fauteuil présidentiel, être proclamé par le Congrès.

Quant aux intentions du nouvel Etat, que l'on a prêtées à M. Comonfort, je ne veux pas le croire qu'il n'y a jamais pensé sérieusement. La chose est impossible, depuis à l'exécution de moyen de gouvernement de faire un président ; il a préféré mettre en ouvre l'adresse, et je crois que sur ce point il a parfaitement réussi, et ce qui l'aurait fait arriver sans le bonheur véritablement extraordinaire qui le protège dans ses actes et même dans ses fautes. Dois-je répéter, puisque tout le monde, ce n'est pas de la violence qu'on demandait à M. Comonfort, mais de la force ; il n'en a pas voulu faire jusqu'à ce jour. Certaines personnes prétendent que le [illegible] et ne sera pas encore mûrie ; que le président aurait imposé une règle de conduite en dehors de son caractère et de ses habitudes, appelle les uns, tant que l'origine de son pouvoir n'était ni bien claire, ni de nature à l'affermir définitivement, et qu'il aurait dû, après avoir dîné, ainsi qu'on a coutume, convoquer le peuple, qui, à la lueur des flambeaux, aurait proclamé par acclamation, au milieu des cris et des vivats, le nom d'un autre homme et une autre politique. Politique, cette fois, de vigueur et d'énergie.—Rien de tout cela.

Vous verrez comment s'est terminée l'affaire de Tehuantepec ; M. Soulé parcourt, en ce moment, le côté de l'Etat de Vera Cruz et s'embarquera à Alvarado pour le Pacifique, pour retourner chez vous. MM. Benjamin et La Serre sont tous mis ici, de concert avec M. Forsyth, le négociateur des nouveaux traités avec le Mexique, auparavant que de quitter le Guatimozin est très bien, condition sine qua non imposée par M. Buchanan à l'ouverture de ces négociations. Le doute [illegible] qu'on en veuve à s'étendre : le gouvernement mexicain est disposé peu favorable ment, aujourd'hui plus que jamais, à ne pas céder sur aucun point. Si nous en avons la guerre avec l'Espagne.

Les négociations portent en sur l'achat d'une partie de la Basse-Californie, et sur ou seulement sur l'acquisition du droit de transit à travers une partie de la république mexicaine, pour établir un chemin de fer du Pacifique. M. Comonfort paraît pas mieux disposé pour l'une de ces propositions que pour l'autre.

LES MORMONS EN SUISSE.—On assure qu'un grand baptême de Mormons a été accompli dernièrement dans le lac de Zurich. La police n'est pas intervenue pour empêcher la cérémonie, mais les populations, qui s'étaient réunis en foule, se sont jetées sur les nouveaux convertis et les ont ramenés à coups de bâton chez eux. Le prêtre mormon, dit-on, était partièrement maltraité.

ANECDOTE.

Le comte de [illegible] a soixante ans, et c'est pas arrivé encore à l'âge de raison. Il passe sa vie à jouer au galant et ne renonce pas, sur ses vieux jours, à cet agréable passetemps.

Cette année, il vint chercher aventures aux eaux d'Uriage. Là, il fit la rencontre d'une jeune demoiselle charmante, en devint amoureux et ne négligea rien pour lui plaire.

Comment plaît-on à une danseuse espagnole ? Je ne sais pas trop ; tout ce que je dire, mais le moyen qu'employa le vieux galant fut assez singulier. Il fit des vers à la brune Pépita, des vers français ; la belle n'entendit pas un mot. Mais, en revanche, elle connut son métier, elle supputa ce qu'on peut attendre, bon an, mal an, d'un barbon assez fou pour se ruiner pour l'amour d'amour : ayant bien médité sur la valeur de l'hommage poétique, elle conclut qu'elle devait l'agréer et s'en montrer fort touchée.

Par quelques mennes faveurs, accordées à propos, un sourire, une œillade, un signe de tête, un mot à l'oreille, Pepita entretint l'espérance dans le cœur du comte. Elle sut prier et ne point décourager son amour: elle fut tour à tour douce et cruelle, aimable et fière, dédaigneuse et provoquante, si bien, en un mot, et si capricieuse que le vieillard n'y comprit plus, impuissance à son avarice et se décida à offrir un cachemire des Indes.

Une fois cette résolution bien prise, il se rend à.... et descend chez un marchand de nouveautés :

—Bonjour, monsieur Droguet, bonjour.

—Monsieur le comte, j'ai bien l'honneur de vous saluer. Que puis-je faire pour votre service ?

—Mon cher, j'ai un petit cadeau à faire : un châle.

—Oh ! M. le comte arrive à propos. Je viens de recevoir un envoi de cachemires magnifiques.

—Voyons ces merveilles.

Le comte chaussa son binocle et le marchand déploya cinq ou six châles.

—Cachez cela ! dit le comte.

—Trois mille francs, monsieur le comte.

—Peste ! a-t-on rabattrez-vous rien ?

—Impossible, c'est au plus juste prix.

—C'est votre dernier mot ?

—Oui, monsieur le comte.

—Eh bien ! alors nous verrons. Adieu, monsieur Droguet.

Quand le comte fut sorti du magasin, M. Droguet entra en méditation: concevant avec un même, il se tut à peu près ce langage :

—A qui peut être destiné ce châle ? M. le comte est trop vieux pour avoir une maîtresse ; il n'a pas de nièce ni de femme ; je lui ai déjà vendu plusieurs choses pour sa femme. Je me trompe fort, ou c'est bien à la comtesse que le châle est destiné.

Il cessa de parler, et se mit à agir. Il enveloppa le châle, prit son chapeau et courut au logis de la comtesse.

Madame, lui dit-il d'un air mystérieux, je viens vous livrer un important secret ; veuillez m'entendre et ne pas me traître.

La comtesse ouvrant de grands yeux et légèrement émue :

—Parlez, monsieur Droguet ; de quoi s'agit-il ?

—Vraiment, madame, je n'ose.... Je crains de me rendre coupable d'un acte d'indiscrétion.... Vous savez que je suis connu, madame la comtesse, je vous supplie de m'excuser; je me retire.

—Monsieur Droguet, vous moquez vous ? Veuillez parler.

—Eh bien ! puisqu'il le faut, je vais tout vous dire. M. le comte, votre mari, est venu chez moi, et m'a demandé un cachemire des Indes ; le voici, madame : il vaut 3,000 francs. M. le comte n'en veut donner que 1,500 francs, et nous en sommes là. Comme c'est un cadeau qu'il vous destine, j'ai cru devoir par votre entremise, le marché pourrait se conclure, et je suis venu vous le proposer.

—Vous avez bien fait, M. Droguet.... Ce cher Ludovic ! malgré toutes ses légèretés, c'est un bon cœur. Au fond, il m'a toujours aimée..... Soustez, il me vient une idée. Ce châle est charmant; il le serait moins qu'il ne plairait encore à mon mari, si on le payait de ma façon. Il est certain qu'il est un peu cher. M. Droguet, et je conçois qu'on ait marchandé, avant de le prendre. Mais, moi j'y tiens absolument, et j'ai trouvé un moyen de tout arranger. Attendez-moi là un moment.

Le retour de la jeune femme fut court et se dévoyant à la cause qui était la mienne, à M. Chérif, voudrais-tu donc qu'un crime s'accomplît ? Ne sais-tu pas que le sang ne crie pas vers la terre, mais vers le ciel